

*Date de dépôt : 14 février 2020*

## **Rapport**

**de la commission des pétitions chargée d'étudier la pétition pour la création de places publiques dans nos quartiers (Fontenette, Tambourine, Grosselin, Tours, Noirettes, PAV)**

*Rapport de majorité de M. Stéphane Florey (page 1)*

*Rapport de minorité de M. Sylvain Thévoz (page 13)*

### **RAPPORT DE LA MAJORITÉ**

#### **Rapport de M. Stéphane Florey**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La commission des pétitions a étudié la pétition 2079 lors de sa séance du 6 janvier 2020, sous la présidence de M<sup>me</sup> Anne Marie von Arx-Vernon.

A également assisté à cette séance M<sup>me</sup> Nadia Salama, secrétaire scientifique du Secrétariat général du Grand Conseil. Qu'elle soit ici remerciée pour son travail de soutien très apprécié.

Le procès-verbal a été tenu par M. Christophe Vuilleumier que le rapporteur remercie pour la qualité de son travail.

#### **1. Audition de M<sup>me</sup> Henriette Stebler et MM. Georges Mauron et Marjo Blanchet, pétitionnaires**

M<sup>me</sup> Stebler, en distribuant quelques photos (annexe), rappelle qu'elle a été entendue par la commission à propos de balcons il y a plusieurs mois et qu'elle revient à présent avec une nouvelle pétition portant sur les places, les bancs, les tables et les arbres qui manquent le plus dans les quartiers. Elle

explique que les besoins en la matière sont réels en indiquant, par exemple, que les seniors sont souvent invités en été à venir se rafraîchir dans des salles d'association alors qu'il serait plus simple d'avoir des bancs et des tables dans des zones d'ombre. Elle précise que cela éviterait notamment le problème de trouver des salles. Elle ajoute que la Ville de Genève, comme Carouge, a également cette sensibilité, mais observe qu'il est trop souvent peu question de lieux conviviaux. Elle signale encore que les pétitionnaires souhaitent de vrais arbres et non des arbustes et pensent qu'ajouter quelques bancs et des tables ne représente pas grand-chose pour le budget de la Ville de Carouge. Elle mentionne par ailleurs que la pétition a reçu un très bon accueil du public. Des bancs et des tables seraient un véritable confort pour les personnes âgées mais également pour les classes d'école ou les ouvriers qui mangent dehors.

La présidente remarque qu'il n'y a que deux tables dans l'un des parcs et aimerait savoir ce que la Ville de Carouge pense de cette pétition.

M<sup>me</sup> Stebler explique qu'il n'y a qu'une seule table qui est très prisée et elle pense qu'en ajouter une seconde, voire une troisième, serait une bonne chose. Pour ce qui est de Carouge, les pétitionnaires ont rendez-vous jeudi 9 janvier avec la commune.

M. Mauron ajoute que cette amélioration serait également bénéfique pour les personnes âgées, puisque cela leur permettrait de se sociabiliser plutôt que de rester enfermées chez elles.

M<sup>me</sup> Stebler ajoute qu'il faut parfois se lever très tôt pour pouvoir réserver une table dans un parc public.

Un commissaire PLR demande si certains viennent avec des chaises pliables et leur table de camping. Il déclare aussi que cette problématique relève plus de la commune et se demande ce que la commission peut faire pour aller dans le sens de la pétition.

M. Mauron répond qu'il arrive parfois que certains viennent avec des tables de camping pour installer les victuailles à côté de la table où prennent place les convives.

M<sup>me</sup> Stebler ajoute que ce matériel est relativement lourd à porter. Pour ce qui est de la deuxième question, elle répond que la pétition a été envoyée à toutes les fondations de droit public. Elle déclare savoir que des échanges de terrains sont fréquents entre le canton, la Ville et des fondations et que le Grand Conseil pourrait se soucier de ces questions lorsqu'il est question d'adopter un projet d'urbanisation.

Le commissaire se demande alors pourquoi ce ne sont pas les conseillers municipaux directement qui adopteraient de telles mesures. Il ajoute qu'utiliser une pétition semble une solution bien compliquée.

M<sup>me</sup> Stebler répond qu'une pétition est une démarche démocratique qui permet d'exprimer une volonté plus large et d'établir un rapport de force.

Un commissaire socialiste évoque les deux derniers arguments de la pétition et se demande si les places publiques dont il est question auraient une emprise sur les voies de circulation. Il se demande s'il pourrait être question de zones piétonnes.

M. Mauron répond que l'idée est de permettre aux personnes âgées d'éviter de franchir des artères.

M<sup>me</sup> Stebler ajoute qu'une place publique peut prendre beaucoup de place. Elle mentionne que des mesures d'aménagement seraient peut-être nécessaires. Elle remarque que créer dans les quartiers des zones de ce type, comme des places de village, serait quelque chose de positif pour les habitants. Elle mentionne ensuite que 25 rues doivent être rendues aux habitants selon le plan directeur communal. Or, aujourd'hui, ce n'est toujours pas le cas. Les propositions de la pétition permettraient justement d'accroître les espaces piétonniers.

Une commissaire PDC retient la volonté de recréer des places de village. Elle demande comment seront gérées les situations intergénérationnelles qu'entraîneront ces aménagements.

M. Mauron répond que les personnes âgées fréquenteront ces lieux plutôt le matin, alors que les jeunes sont en train de travailler.

La commissaire pense que des aménagements de ce type permettraient certainement de créer des contacts entre les générations.

M<sup>me</sup> Stebler signale qu'en Europe du Nord, ces expériences sont déjà menées et améliorent la sécurité des espaces publics.

La commissaire demande encore ce que les pétitionnaires entendent par « un vrai arbre ».

M. Mauron répond que c'est un arbre de 3 mètres de haut qui a des branches faisant de l'ombre. M<sup>me</sup> Stebler ajoute que la verdure que prévoient les architectes se résume généralement à quelques arbustes.

La commissaire conclut en remarquant que ce sont des arbres généralement chers et qu'il faut donc distinguer les arbres et les arbustes.

Un commissaire MCG déclare être convaincu par les arguments des pétitionnaires. Il rappelle alors s'être battu pour les mêmes principes lorsqu'il était conseiller municipal à Carouge. Cela étant, il mentionne avoir eu des

échos négatifs de la part de personnes âgées qui habitent dans les tours et qui se plaignent du bruit inhérent aux espaces publics se trouvant devant ces immeubles. Il rappelle d'ailleurs que des caméras avaient été installées sur ce site. Il signale ensuite que le trafic est généré par les frontaliers et les pendulaires qui traversent tous les jours Carouge. Il remarque que la plupart des habitants ne se déplacent plus en voiture faute de pouvoir se garer à proximité de leur emploi. Il se demande par ailleurs ce que pensent les petits commerçants de Carouge quant à l'idée de supprimer des places de parc. Il ajoute qu'il aurait souhaité voir quelque chose de plus percutant à ce propos dans la pétition.

M. Mauron remarque que la rue Saint-Joseph a un tronçon en zone piétonne, à la demande des commerçants eux-mêmes qui se rendent compte qu'il est plus convivial d'avoir des zones piétonnes.

La présidente demande s'il n'y a jamais eu de demandes au préalable portant sur l'ajout de bancs et de tables. Elle rappelle que l'on entendait jadis que les voisinages ne voulaient pas de jeux de balles ou de bruit.

M. Mauron répond que c'était le cas dans les anciennes cités. Il ajoute que les nouveaux immeubles sont environnés de gazon et il mentionne qu'il serait nécessaire de leur procurer des espaces publics.

M<sup>me</sup> Stebler déclare que les habitants semblent supporter plus facilement le trafic au cours de la journée alors que le bruit inhérent à des enfants ou à des personnes qui discutent est plus difficile à supporter à partir de 17h.

Un commissaire PLR explique que la commission reçoit également des pétitions portant sur les nuisances sonores en lien avec des terrasses. Il se demande si améliorer les aménagements ne risque pas d'attirer plus de personnes dans un lieu où certains n'ont rien à y faire.

M<sup>me</sup> Stebler remarque que ce problème est apparu à la rue de l'Ecole-de-Médecine ou dans certains lieux carougeois. Elle mentionne que c'est un aspect qu'il faut gérer avec, par exemple, des chuchoteurs. Cela étant, elle ne craint pas ce phénomène en mentionnant qu'il s'agit avant tout d'une question de dialogue.

## **2. Discussion et propositions d'auditions**

Le groupe PLR pense que c'est à la commune de s'occuper de cette problématique. Il ne voit pas ce que le canton pourrait faire en l'état.

Le groupe UDC déclare que la commission touche le fond avec ce type de pétition qui ne relève pas de sa compétence. Il rappelle qu'il existe des plans directeurs communaux qui définissent ces éléments et qui fixent les volontés

communales. Il rappelle également qu'il est nécessaire de consulter la population pour ce type d'aménagement et que précisément c'est à la commune de le faire. A titre d'exemple, il mentionne qu'il y avait jadis un parc public au chemin des Fraisières à Lancy qui a été fermé et transformé en parc à chiens en raison des nuisances sonores dues à des comportements inadéquats de la part des utilisateurs. Il propose dès lors le dépôt de cette pétition.

Le groupe socialiste pense au contraire que cette pétition concerne le Grand Conseil compte tenu de la précarité des quartiers impliqués. Il ajoute qu'il pourrait être possible d'entendre M. Apothéloz à propos de ces zones oubliées, ce qui n'est pas le cas de Champel qui a le très beau parc Bertrand. Il ajoute qu'il pourrait être possible d'entendre également M. Hodgès afin de savoir si certaines zones sont moins bien prises en compte à l'égard de la végétalisation. Il rappelle que le taux de cancers est bien plus grand sur la rive droite, ce qui suscite de nombreuses questions. Il déclare qu'il est donc question d'équité et des impulsions du canton à ce propos. Il propose donc l'audition de MM. Apothéloz et Hodgès, voire de M. Dal Busco concernant les questions de mobilité.

Le groupe des Verts partage cet avis et soutiendra les demandes d'auditions.

Le groupe MCG déclare qu'il y a certainement un problème de compétence qui semble en l'occurrence de nature communale. Il mentionne qu'en observant ce qui se passe en ville de Genève, il serait peut-être bon de mettre le holà par le biais du canton. Il rappelle que M. Barazzone a ainsi supprimé un banc à côté de l'hôpital qui était utilisé par des patients. Il se demande dès lors si le canton ne devrait pas prendre des mesures dans ce domaine, afin de demander que les bancs aient, par exemple, des dossiers. Il pense qu'il n'est donc pas inutile de procéder à des auditions.

Le groupe PDC déclare que son groupe ne pense pas qu'il faille utiliser cette pétition pour élargir la problématique à des questions d'arborisation et d'aménagement.

La présidente passe au vote de l'audition de M. Apothéloz :

Pour :	5 (3 S, 2 Ve)
Contre :	7 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC)
Abstentions :	2 (2 MCG)

**Cette audition est refusée.**

La présidente met au vote de l'audition de M. Hodgers :

Pour : 6 (3 S, 2 Ve, 1 MCG)  
Contre : 7 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC)  
Abstention : 1 (1 MCG)

**Cette audition est refusée.**

La présidente passe alors au vote du dépôt de la P 2079 sur le bureau du Grand Conseil :

Pour : 7 (2 PDC, 4 PLR, 1 UDC)  
Contre : 5 (3 S, 2 Ve)  
Abstentions : 2 (2 MCG)

<b>Le dépôt sur le bureau du Grand Conseil de la P 2079 est adopté.</b>
---

La commission préconise un traitement en catégorie II.

### 3. Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés, **la majorité de la commission**, estimant que ce que demande cette pétition n'est tout simplement pas de son ressort et qu'il appartient donc à la commune de Carouge d'être plus à l'écoute de ces habitants et le cas échéant d'entreprendre les démarches nécessaires afin de répondre à leur demande, **vous recommande de suivre ses conclusions en déposant la pétition 2079 sur le bureau du Grand Conseil.**

## Pétition (2079-A)

**pour la création de places publiques dans nos quartiers (Fontenette, Tambourine, Grosselin, Tours, Noirettes, PAV)**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Afin de réduire le bruit, les nuisances et l'insécurité liés au trafic routier, afin de créer des espaces de convivialité et de respiration citoyenne dans nos quartiers, les soussigné·e·s demandent que la Ville de Carouge ainsi que les Fondations immobilières établissent **un plan de développement et de réalisation de places publiques (anciennement places du village) en lien étroit avec les associations d'habitant·e·s de quartier.**

- Pour des **places publiques aménagées** avec des bancs, des tables et de vrais arbres apportant ombre et fraîcheur.
- Pour des **espaces de respiration, de convivialité et de rencontre** favorisant la création de lien social.
- Pour garantir une **meilleure sécurité** pour les usager·ère·s vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap).
- Pour un **réaménagement de l'espace public** dans les anciennes et nouvelles constructions, accessibles à toutes et tous.
- Pour la **diminution du trafic motorisé** : moins de bruit et de pollution de l'air.

*N.B. 18 signatures*  
M<sup>me</sup> Henriette Stebler  
19, rue Daniel-Gevril  
1227 Carouge

# TERRAIN DE PÉTANQUE





# Cité Familia

## Aurea



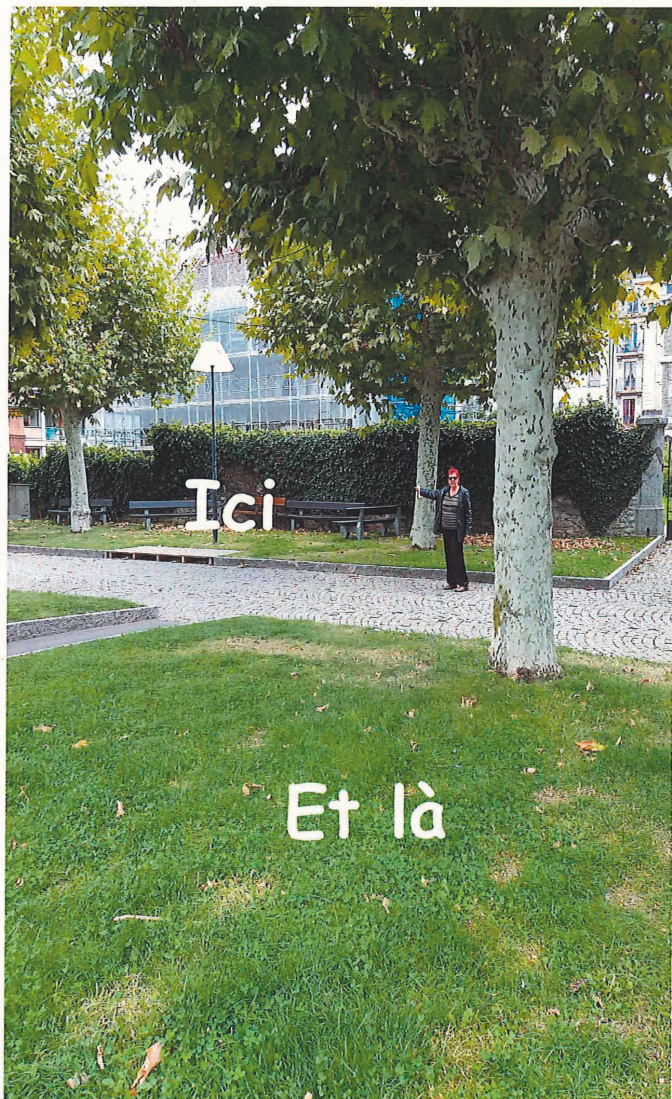


# BOULODROME

Plus de réveil à 5h pour réserver sa place !



# PLACE DE SARDAIGNE





## PARC DES PONEYS

4 tables supplémentaires pour pouvoir  
manger avec ses amis...



## BOULODROME

Plus de réveil à 5h pour réserver sa place !



*Date de dépôt : 25 février 2020*

## RAPPORT DE LA MINORITÉ

### Rapport de M. Sylvain Thévoz

Mesdames et  
Messieurs les député-e-s,

La pétition *Pour la création de places publiques dans nos quartiers (Fontenette, Tambourine, Grosselin, Tours, Noirettes, PAV)* demande quelque chose de très simple et de fondamental ; quelque chose de si fondamental que c'est d'ailleurs un droit constitutionnel, celui du droit à un environnement sain (art.19 de la constitution genevoise). Cette pétition demande que le bruit, les nuisances et l'insécurité liés au trafic routier soient réduits. Elle demande de créer des espaces de convivialité et de respiration citoyenne dans des quartiers définis, que des places publiques soient aménagées avec des bancs, des tables et de vrais arbres apportant ombre et fraîcheur.

### Des besoins réels, une vraie souffrance

Les pétitionnaires ont clairement rappelé que les seniors de ces quartiers sont souvent invité-e-s, en été, à venir se rafraîchir dans des salles d'association alors qu'il serait plus simple d'avoir des bancs et des tables dans des zones d'ombre. Il y a une véritable souffrance et un risque pour la santé publique lié au réchauffement climatique et aux îlots de chaleur. Cette pétition demande également de rendre ces quartiers plus conviviaux et agréables à vivre afin de renforcer les liens sociaux.

### La privatisation de l'espace public par les véhicules motorisés est problématique et dangereuse

L'emprise du trafic motorisé éloigne de l'espace public les catégories de la population les plus vulnérables. Souvenez-vous, il existait une époque où les enfants jouaient librement à la balle dans les quartiers, où les parents n'avaient pas peur de laisser leurs enfants monter sur un vélo. Aujourd'hui, cette époque est révolue, tant l'emprise des véhicules motorisés fait courir de risques mortels aux plus petits, aux moins mobiles, aux plus âgé-e-s. Cette

pétition demande de garantir une meilleure sécurité pour les usagers vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap), de réaménager l'espace public dans les anciennes et nouvelles constructions, afin que ces dernières soient accessibles à toutes et tous.

Ces demandes semblent marquées du coin du bon sens. Malheureusement, il est une majorité qui pense encore que le trafic motorisé, davantage de bruit et de pollution de l'air ne sont pas un problème. Il existe encore une majorité (PDC, PLR, UDC, soutenus par l'abstention complice du MCG) pour penser que des demandes légitimes pour aller vers un accroissement des espaces piétonniers doivent être refusées. Alors que l'OMS vient de publier un énième rapport démontrant la gravité des atteintes à la santé publique en lien avec la pollution de l'air, il est encore une majorité pour ne pas vouloir entrer en matière. La pétition propose certes de petites mesures, modestes, faut-il pour autant les prendre de haut ?

### **Le mépris de l'UDC pour les droits démocratiques**

Une pétition est une démarche démocratique qui permet d'exprimer une volonté populaire.

Un député UDC pense lui que la commission « touche le fonds avec ce type de pétition » qui selon lui ne relève pas de la compétence cantonale et qu'il balaie rapidement vers la commune. Voilà comment l'UDC considère les droits démocratiques et le droit de pétition quand ce dernier ne va pas dans son sens. Le droit de pétition est pourtant également un droit constitutionnel garanti (article 33 de notre constitution genevoise). L'article 33 précise d'ailleurs que ce droit est garanti *sans encourir de préjudice*... ni mépris pourrait-on ajouter.

### **Un enjeu à tous les niveaux, et éminemment cantonal**

Pour la minorité, cette pétition concerne bien évidemment le Grand Conseil au premier chef. Compte tenu de la précarité des quartiers impliqués, il aurait fallu entendre le magistrat du département de la cohésion sociale Thierry Apothéloz, qui vient de relancer la loi sur la cohésion sociale en milieu urbain et le Centre d'analyse des inégalités sociales (CATIGE), à propos de ces quartiers qui ne bénéficient pas des mêmes facilités sociales que d'autres. Il aurait aussi fallu entendre le magistrat du département du territoire Antonio Hodgers, afin de savoir pourquoi certaines zones sont moins bien considérées en termes de végétalisation que d'autres, et quel en est l'impact sur la santé publique. Il aurait été fondamental aussi de réfléchir à la question de l'équité entre les quartiers et le poids des inégalités sociales

entre ceux-ci. Malheureusement, la majorité (PDC, PLR, UDC avec une abstention complice du MCG) a refusé l'audition de Messieurs Apothéloz et Rodgers et a voté le dépôt de la P2079 sur le bureau du Grand Conseil dans la même foulée. Qu'on se le dise, selon qu'un-e citoyen-ne vit à Champel ou à la Tambourine, et selon les impulsions que donne le canton à ce propos, sa qualité et son espérance de vie en seront drastiquement différentes.

### **Conclusion : une majorité qui refuse encore l'évidence**

La minorité regrette que la majorité de droite (PDC, PLR, UDC, avec une abstention complice du MCG) traite si légèrement les droits populaires, ait refusé d'étudier cette pétition en auditionnant les magistrats concernés, pense encore que le réchauffement climatique ne nécessite pas de mesures urgentes ni de signaux politiques forts et continus, et règle le compte d'une pétition populaire en moins de 60 minutes. Au-delà des postures de verdissement dont ces partis font parfois état, leur refus de donner un message politique positif pour de simples aménagements de quartier, davantage de convivialité, et à terme moins de trafic motorisé dans les quartiers laisse pantois. On ne peut qu'espérer que la pression populaire, toujours plus forte, et que le principe de réalité, incontournable, finissent par les faire évoluer et céder devant les évidences de la science et les besoins fondamentaux de la population.